

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique



TBE n° 04/2019

Tableau de bord de l'Economie

au 4^{ème} trimestre 2019

Mars 2020

SOMMAIRE

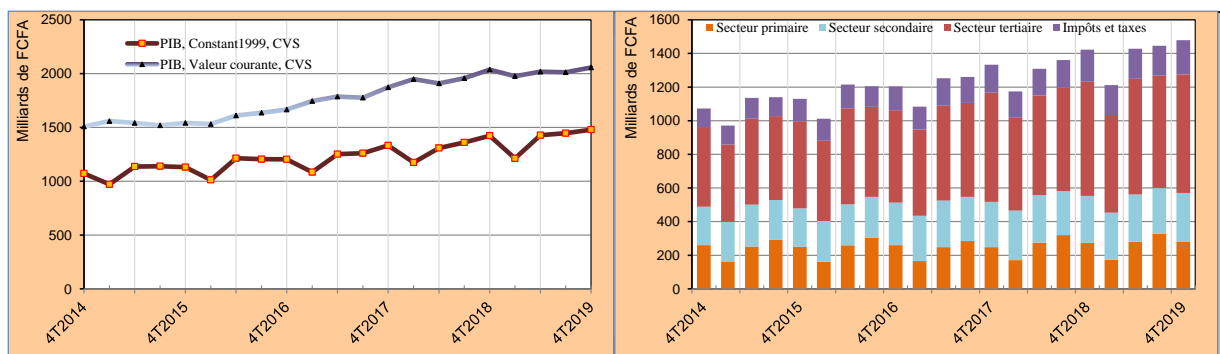
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Au quatrième trimestre 2019, le PIB réel augmente de 2,3% par rapport au trimestre précédent après une croissance de 1,3% enregistré au troisième trimestre. Cette performance économique enregistrée au cours du trimestre résulte d'une bonne tenue de l'activité dans le secteur secondaire (+7,0%), le tertiaire (+5,5%) et d'un recul de l'activité dans le secteur primaire (-14,6%). En comparaison annuelle, le taux de croissance économique est ressorti à 4,0% au quatrième trimestre. Globalement, le PIB réel annuel croîtrait de 5,7% en 2019 après une progression de 6,8% enregistré en 2018. Le trimestre est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation tant en variation annuelle que trimestrielle. La baisse trimestrielle est soutenue essentiellement par la baisse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,7%) et est atténuée par l'inflation sur les fonctions "enseignement" (+2,7%) et "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+2,5%). L'activité industrielle est quant à elle en recul au troisième trimestre 2019. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit en effet à 145,1, réalisant ainsi une baisse de 12,9% par rapport au deuxième trimestre 2019. Cependant, en glissement annuel, l'indice est en hausse de 6,6%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
Secteur primaire	273,9	173,8	280,4	327,3	279,4	-14,6%	2,0%
Agriculture	152,0	50,9	156,8	203,3	155,2	-23,7%	2,1%
Élevage	91,2	91,9	92,5	92,8	93,0	0,2%	2,0%
Sylviculture, pêche et chasse	30,8	31,0	31,1	31,2	31,2	0,2%	1,5%
Secteur secondaire	279,1	279,2	281,5	272,1	291,2	7,0%	4,3%
Extraction	53,2	52,4	50,2	45,0	48,9	8,7%	-8,0%
Industrie manufacturière	102,2	106,4	104,5	101,5	113,0	11,3%	10,6%
Agroalimentaire	58,9	59,3	62,1	59,2	67,0	13,3%	13,8%
Egrenage et fabrication de textiles	5,7	8,6	3,2	2,5	5,7	124,6%	-0,2%
Bois et métaux	19,6	20,3	20,8	21,3	21,6	1,6%	10,5%
Autres industries manufacturières	18,1	18,2	18,4	18,6	18,7	0,9%	3,7%
Énergie	31,7	30,3	37,8	34,1	37,6	10,3%	18,6%
BTP	92,0	90,1	89,0	91,4	91,6	0,2%	-0,4%
Secteur tertiaire	678,4	580,4	687,2	668,3	705,2	5,5%	4,0%
Services marchands	345,7	327,4	368,5	375,9	373,8	-0,6%	8,1%
Commerce	133,0	103,7	137,5	149,2	141,2	-5,3%	6,2%
Hôtellerie et restauration	11,3	11,3	11,2	11,2	11,3	0,7%	-0,2%
Transports	11,1	8,7	11,5	12,5	11,8	-5,4%	6,2%
Télécommunication	71,5	90,8	88,0	84,0	85,2	1,4%	19,2%
Services financiers	55,9	55,5	58,2	61,2	61,5	0,4%	9,9%
Autres services marchands	62,8	57,5	62,0	57,7	62,7	8,7%	-0,1%
Services non marchands	367,6	287,5	355,4	329,5	369,5	12,2%	0,5%
Administrations publiques	345,6	265,4	333,2	307,2	347,3	13,0%	0,5%
Autres services non marchands	22,0	22,1	22,2	22,2	22,3	0,1%	1,2%
SIFIM	-34,9	-34,5	-36,7	-37,0	-38,1	2,8%	9,2%
Impôts et taxes	190,7	178,6	178,4	178,3	203,0	13,8%	6,4%
PIB, Constant1999, CVS	1 422,1	1 212,1	1 427,6	1 446,0	1 478,8	2,3%	4,0%
PIB, Valeur courante, CVS	2 035,7	1 976,1	2 017,5	2 012,9	2 056,2	2,2%	1,0%



Au quatrième trimestre 2019, le PIB réel augmente de 2,3% par rapport au trimestre précédent après une croissance de 1,3% enregistré au troisième trimestre. Cette performance économique enregistrée au cours du trimestre résulte d'une bonne tenue de l'activité dans le secteur secondaire (+7,0%), le tertiaire (+5,5%) et d'un recul de l'activité dans le secteur primaire (-14,6%). En comparaison annuelle, le taux de croissance économique est ressorti à 4,0% au quatrième trimestre. Globalement, le PIB réel annuel croîtrait de 5,7% en 2019 après une progression de 6,8% enregistré en 2018.

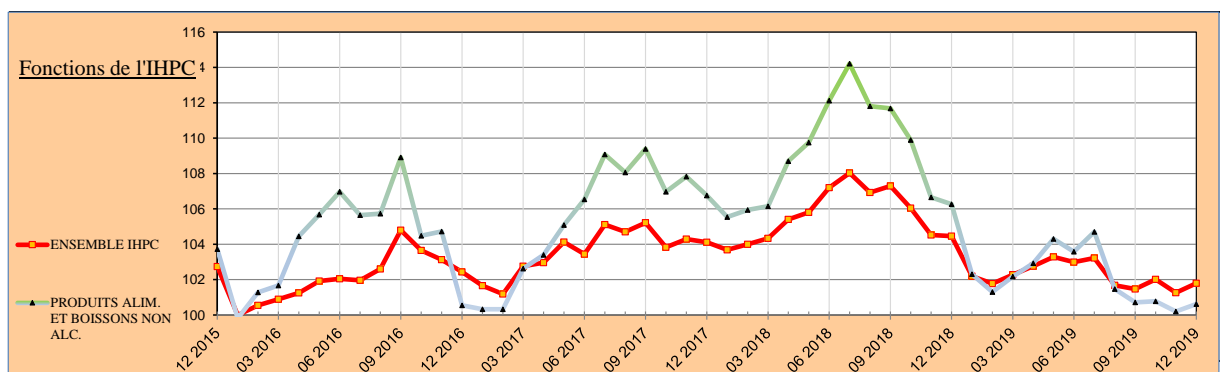
La croissance observée dans le secteur secondaire s'explique par une hausse de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'industrie manufacturière (+11,3%), de l'énergie (+10,3%), de l'extraction (+8,7%). Quant au secteur tertiaire, sa croissance est imputable à une hausse dans les sous-secteurs des « services non marchands » (+12,2%) et une légère baisse des « services marchands » (-0,6%). La baisse en glissement trimestriel de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2019 dans le secteur primaire est due principalement au sous-secteur de l'agriculture (-23,7%) et d'une légère hausse dans les sous-secteurs de l'élevage (+0,2%) et de la sylviculture (+0,2%).

Comparé au quatrième trimestre de 2018, la croissance du PIB réel est ressortie à 4,0% en lien avec une bonne tenue de l'activité économique dans le secteur secondaire (+4,3%), le secteur tertiaire (+4,0%) et dans le secteur primaire (+2,0%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	105,0	102,1	103,0	102,1	101,7	-0,4%	-3,2%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	107,6	101,9	103,6	102,3	100,5	-1,7%	-6,6%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	130,3	128,2	133,3	129,7	129,4	-0,2%	-0,7%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	100,8	101,3	101,2	101,3	101,3	0,0%	0,4%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	97,1	98,1	98,7	98,1	100,6	2,5%	3,6%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,0	101,2	101,2	101,2	101,3	0,1%	0,3%
SANTE	100,3	100,4	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	98,8	99,5	99,4	99,3	99,9	0,6%	1,1%
COMMUNICATION	110,5	98,8	98,4	98,5	98,6	0,1%	-10,7%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	102,3	101,5	101,2	101,1	101,1	0,0%	-1,2%
ENSEIGNEMENT	104,6	104,6	104,6	104,6	107,4	2,7%	2,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	104,0	105,3	105,0	104,8	104,9	0,1%	0,9%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,3	100,6	100,6	100,8	100,8	0,0%	0,5%



Le quatrième trimestre 2019 est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation tant en variation annuelle que trimestrielle. En effet, l'IHPC a reculé de 0,4% par rapport au troisième trimestre 2019 et de 3,2% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La baisse annuelle du niveau général des prix est essentiellement expliquée par un recul des prix au niveau des fonctions "communication" de 10,7%, "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" de 6,6% et "loisirs et culture" de 1,2%. Les fonctions "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" et "enseignement" ont enregistré une inflation annuelle respectivement de 3,6% et de 2,7%. Les autres produits ont connu une faible variation de leurs prix.

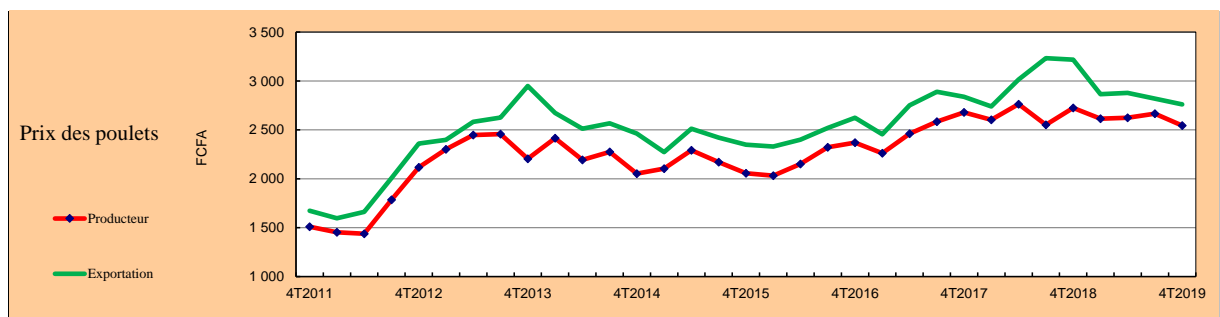
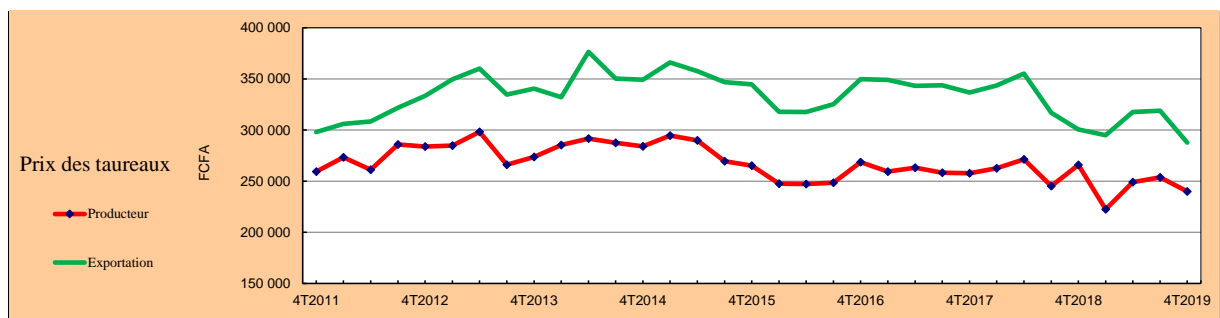
Quant à la baisse trimestrielle, elle est soutenue essentiellement par la baisse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,7%). Elle est atténuée par l'inflation sur les fonctions "enseignement" (+2,7%) et "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+2,5%). Pour les autres fonctions, les prix ont peu varié d'un trimestre à un autre.

En fin décembre 2019, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -3,2% contre 1,9% en décembre 2018.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	265 833	222 508	248 986	253 771	239 936	-5,5%	-9,7%
Prix à l'exportation du taureau	300 626	294 905	317 636	318 869	287 728	-9,8%	-4,3%
Prix au producteur du bélier	40 101	35 166	45 083	47 366	40 877	-13,7%	1,9%
Prix à l'exportation du bélier	50 491	43 342	56 648	59 124	51 328	-13,2%	1,7%
Prix au producteur du bouc	28 568	22 762	27 132	29 229	30 227	3,4%	5,8%
Prix à l'exportation du bouc	35 102	31 283	33 129	35 579	34 692	-2,5%	-1,2%
Prix au producteur du poulet	2 724	2 615	2 624	2 665	2 543	-4,6%	-6,6%
Prix à l'exportation du poulet	3 217	2 865	2 878	2 819	2 761	-2,0%	-14,2%
Prix au producteur de la pintade	2 659	2 508	2 561	2 569	2 532	-1,4%	-4,8%
Prix à l'exportation de la pintade	2 810	2 606	2 798	2 739	2 729	-0,4%	-2,9%



Le marché du bétail s'est caractérisé par une hausse de l'offre moyenne journalière des animaux sur les au quatrième trimestre 2019 comparativement au troisième trimestre 2019 (19,5% pour les bovins et 19,2% pour les caprins). La hausse du niveau d'approvisionnement a été accompagnée par une baisse du niveau général des prix qui a varié de 0,4 % à 13,7%. Cette situation pourrait s'expliquer par la dégradation de la situation sécuritaire ayant entraînée un déplacement massif des éleveurs.

Le prix du taureau a affiché une tendance baissière par rapport au trimestre précédent sur les marchés de production et d'exportation. En effet, en glissement trimestriel, il a affiché une baisse de 5,5% sur les marchés de production et de 9,8% sur les marchés d'exportation. Cette tendance des prix a été surtout importante au cours du mois de décembre, période marquée par une baisse de la valeur du taureau sur les marchés de production et d'exportation respectivement de 7,7% et 10,9%. En glissement annuel, la même tendance des prix a été observée avec -9,7% sur les marchés de production et -4,3% sur les marchés d'exportation.

Les prix des petits ruminants ont baissé au cours du quatrième trimestre 2019 sur l'ensemble des marchés, à l'exception du prix du bouc qui s'est accru de 3,4% sur le marché de production. En effet, les baisses des prix enregistrées pour le bélier ont été en glissement trimestriel de 13,7% et de 13,2% respectivement sur les marchés de production et d'exportation. Le prix du bouc a quant à lui enregistré une baisse de 2,5% sur le marché d'exportation. La tendance baissière observée sur les prix des petits ruminants a été beaucoup plus marquante au cours du mois d'octobre 2019 sur les marchés d'exportation avec une baisse de 15,2% du prix du bélier et 7,3% du prix du bouc par rapport au prix moyen observé au troisième trimestre 2019. En glissement annuel, c'est ce sont les prix du bélier qui ont été en hausse respectivement de 1,9% et de 1,7% sur les marchés de production et d'exportation. Le prix du bouc a aussi eu une tendance haussière sur le marché de production (+ 5,8%).

Les prix du poulet et de la pintade ont connu des tendances baissières en glissement trimestriel. La baisse a été plus sensible pour le niveau du prix du poulet. En effet, il s'est déprécié de 4,6% sur les marchés de production et de 2% sur les marchés d'exportation par rapport au trimestre écoulé. En glissement annuel, les mêmes tendances ont été observées sur les prix de la volaille.

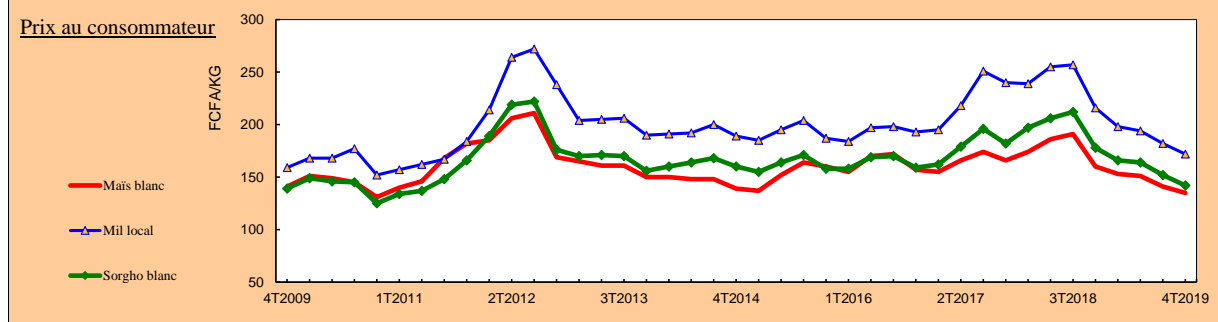
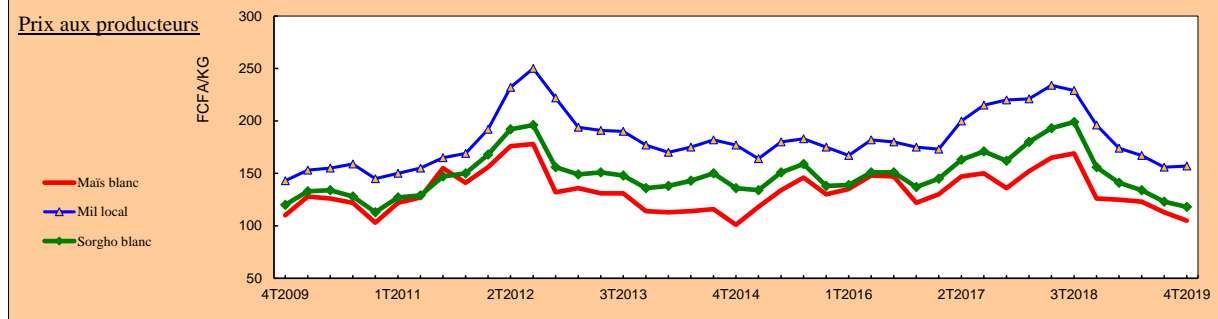
La baisse des prix des ruminants (taureau, bélier et bouc) est imputable à la situation sécuritaire qui a occasionné le bradage des animaux par les éleveurs pour fuir les zones d'insécurité.

Quant à la baisse du prix de la volaille, il s'expliquerait par la baisse de la demande due à la vente de poulets reformés et de chair à des prix jugés très abordables par rapport à la race locale.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	126,0	125,0	123,0	113,0	105,0	-7,1%	-16,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	160,0	153,0	151,0	141,0	135,0	-4,3%	-15,6%
Prix au producteur du mil local	196,0	174,0	167,0	156,0	157,0	0,6%	-19,9%
Prix au consommateur du mil local	216,0	198,0	194,0	182,0	172,0	-5,5%	-20,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	156,0	141,0	134,0	123,0	118,0	-4,1%	-24,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	178,0	166,0	164,0	152,0	142,0	-6,6%	-20,2%



Une bonne disponibilité et une bonne diversité en produits agricoles ont été constatées sur les marchés au cours de ce dernier trimestre de l'année 2019 comparativement au précédent. Avec les récoltes, les marchés ont été bien approvisionnés en denrées alimentaires même si l'offre céréalière a été jugée en légère baisse par rapport à l'année passée à la même période. Cela est principalement dû à la campagne agricole moyenne mais aussi par la présence de stocks résiduels de la campagne agricole précédente. Les commerçants ayant subi des méventes ne stockent plus de grande quantité et ne s'approvisionnent que sur demande. De plus, les ménages à cette période dépendent peu du marché pour leur achat en céréales. Dans les régions du Sahel et du Nord, l'une des raisons qui s'ajoute à cette légère baisse de l'offre est la situation sécuritaire qui entrave le bon déroulement du commerce. Dans ces zones, certains marchés comme Arbinda sont approvisionnés grâce à des convois escortés par les Forces de défense et de sécurité.

Dans l'ensemble, les prix des céréales demeurent abordables sur les marchés et des baisses ont été enregistrées par rapport aux différentes périodes antérieures.

Sur les marchés de collecte, les prix moyens du trimestre étaient de 105 FCFA le kilo pour le maïs, 157 FCFA pour le mil et 118 FCFA pour le sorgho. Par rapport au trimestre précédent, des baisses de 7,1% et de 4,1% ont été enregistrées pour le maïs et le sorgho et une stabilité pour le mil. Comparativement au même trimestre de 2018, les baisses sont les suivantes : -16,7% pour le maïs, -19,9% pour le mil et -24,4% pour le sorgho. Une comparaison à la moyenne quinquennale ressort des baisses de 15,4% pour le maïs, 16,4% pour le mil et 19,6% pour le sorgho.

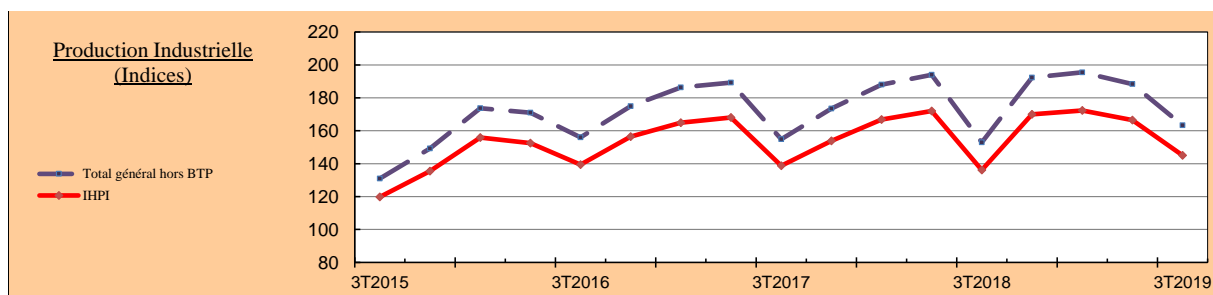
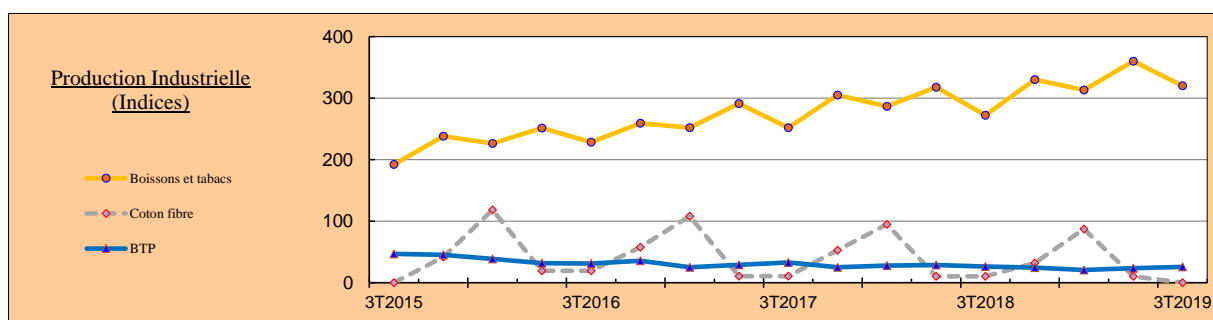
Sur les marchés de détail, les prix moyens du trimestre se situaient à 135 FCFA le kilo pour le maïs, 172 FCFA pour le mil et 142 FCFA pour le sorgho. Ces prix sont en baisse de 5% pour le maïs, 6% pour le mil et 7% comparativement au trimestre précédent. Par rapport au quatrième trimestre de l'année passée, les variations sont de -16% pour le maïs, -21% pour le mil et -20% pour le sorgho. La variation par rapport à la moyenne quinquennale ressort des baisses de 14,6%, 16,9% et 16,6% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Au cours des prochains mois, une évolution normale des prix des céréales est attendue dans l'ensemble. Les prix devraient se

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	10,3	32,1	87,2	10,3	0,0	-100,0%	-100,0%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	186,6	243,5	243,3	263,1	235,4	-10,5%	26,1%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	13,4	42,6	92,7	22,8	13,4	-41,2%	0,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 772,6	2 069,9	1 772,3	1 698,0	1 521,7	-10,4%	-14,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	134,8	164,9	170,2	169,0	156,6	-7,3%	16,1%
BOISSONS ET TABAC	272,3	330,1	313,3	360,0	320,1	-11,1%	17,5%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	134,8	164,9	170,2	169,0	156,6	-7,3%	16,1%
BOULANGERIES, MEUNERIES	146,6	324,9	225,1	327,3	348,9	6,6%	138,1%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	8,3	54,9	96,8	54,1	48,6	-10,0%	483,8%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	42,3	60,6	77,7	73,6	40,7	-44,7%	-3,9%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	130,1	166,2	148,9	167,7	119,0	-29,1%	-8,6%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	26,2	24,5	20,6	23,4	25,7	9,9%	-1,8%
TOTAL GENERAL HORS BTP	153,0	192,2	195,5	188,3	163,3	-13,3%	6,8%
IHPI	136,1	170,0	172,3	166,5	145,1	-12,9%	6,6%



L'activité industrielle est en recul au troisième trimestre 2019. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit en effet à 145,1, réalisant ainsi une baisse de 12,9% par rapport au deuxième trimestre 2019. Cependant, en glissement annuel, l'indice est en hausse de 6,6%.

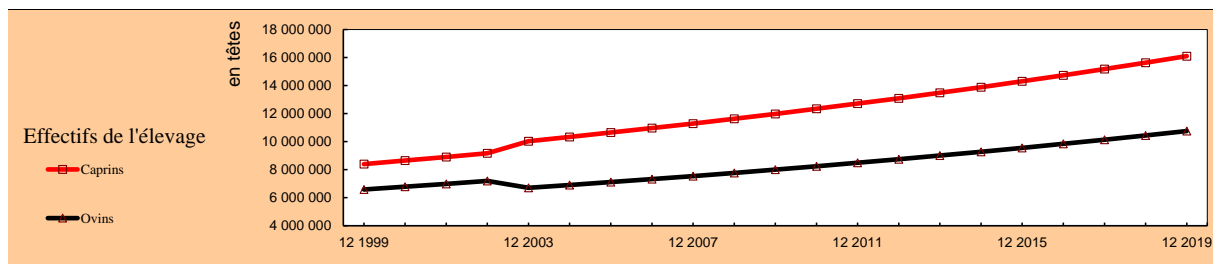
Le ralentissement enregistré dans l'industrie burkinabè due à la baisse de la production dans la plupart des branches, et particulièrement celles des industries extractives, des industries alimentaires, de boissons et de tabacs et des industries énergétiques. En effet, en glissement trimestriel, l'indice des industries extractives enregistre une baisse assez importante aussi bien en glissement trimestriel (-10,4%) qu'annuel (-14,2%). De même les entreprises de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs enregistrent une baisse de production (-10,5%) par rapport au deuxième trimestre 2019. Cependant, en glissement annuel, l'indice de la branche est en hausse de 26,1%. Enfin, les entreprises du secteur eau, électricité, gaz connaissent une forte baisse et leur indice décroît de 29,1% en glissement trimestriel. Cette évolution s'explique par la substitution progressive de l'énergie thermique produite par la SONABEL par d'autres sources comme AGGREKO ou encore FASOBIOGAZ, spécialisée dans la production d'électricité fournie par une centrale biogaz. En glissement annuel, la baisse enregistrée dans le secteur est relativement moindre (-8,6%).

Les industries de fabrication de matériaux de construction, quant à elles, enregistrent une augmentation de leur production matérialisée par une hausse de l'indice de 9,9% en glissement trimestriel. Le secteur enregistre cependant une faible baisse en

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Effectif de bovins (en têtes)	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	43 487	44 792	46 135	47 519	48 944 800	479,2%	#####

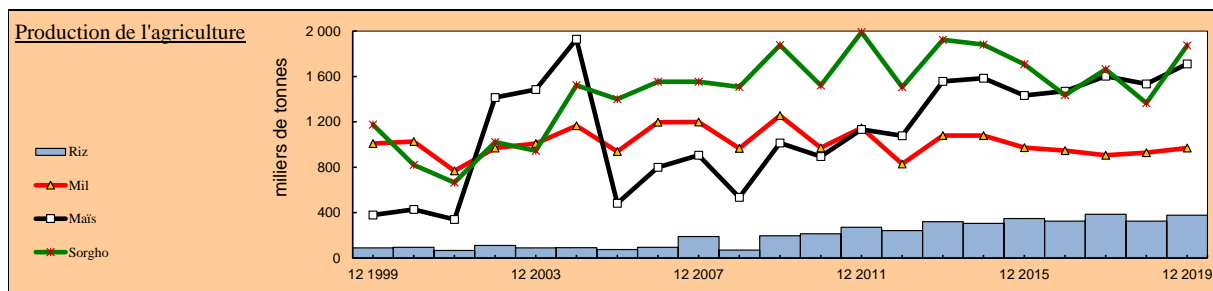


Les effectifs du cheptel ont été estimés sur la base des données de la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENEC II) et les paramètres de croit en 2019. Sur la base de ces estimations, le Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille. Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent pour les bovins un effectif de 10 036 771 têtes, pour les petits ruminants (ovins et caprins) un effectif de 26 859 202 têtes et pour la volaille (poules et pintades) 48 944 800 têtes.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Production brute totale de céréales	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	4,2%	-4,7%
dont : Production brute de mil	946 184	905 071	928 234	1 189 079	970 176	0,6%	-18,4%
dont : Production brute de sorgho	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 791	6,9%	-3,0%
dont : Production brute de maïs	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	3,9%	0,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 138	384 690	325 566	350 392	376 527	3,7%	7,5%



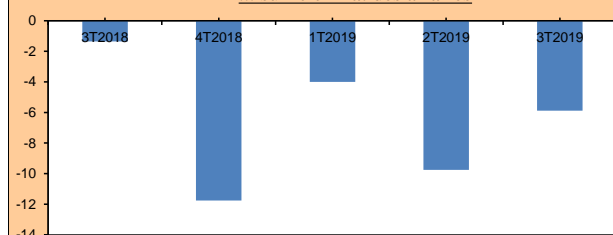
Ce dernier trimestre de l'année a été marqué par les résultats sémi-définitifs de la campagne agricole 2019-2020. La production céréalière nationale est estimée à 4 939 630 tonnes. Comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2018-2019, elle est en baisse de 4,7%. Hors mis le Riz et le Maïs qui ont connu des hausses respectives de 7,5% et de 0,6%, toutes les autres céréales ont connu des baisses par rapport à la campagne passée. Les baisses les plus importantes s'observent sur les productions du Mil et du Sorgho respectivement de 18,4% et de 4,7%. Comparé à la moyenne des cinq dernières années la production des cultures céréalières connaît une hausse de 4,2%. Il convient cependant de noter que les productions des différentes spéculations sont en lien avec les évolutions des superficies et dans une moindre mesure des rendements. Il faut ajouter à cela le problème de l'insécurité qui a provoqué de nombreux déplacements au cours de la campagne.

Pour les cultures de rente, la production totale de la campagne agricole 2019-2020 est évaluée à 1 546 771 tonnes soit une hausse de 41,0% par rapport à la production définitive de la campagne passée. Cette hausse est tirée surtout par le coton, le sésame et le soja avec des hausses respectives de 50,2%, 47,6% et de 65,1%. Comparée à la moyenne des cinq dernières années, elle est en hausse de 11,9%.

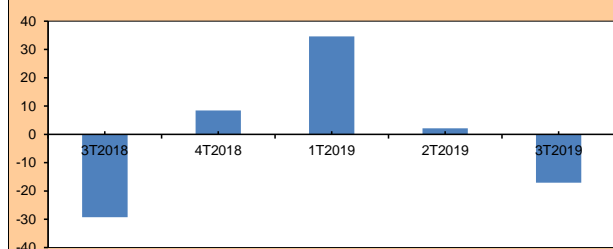
De ces résultats prévisionnels, le bilan prévisionnel céréalière national fait ressortir un excédent net de 888 273 tonnes, correspondant à un disponible apparent par habitant de 246 Kg.

Les productions céréalières prévisionnelles rapportées aux besoins de consommation céréalière permettent d'établir la situation suivante des taux de couverture des provinces :

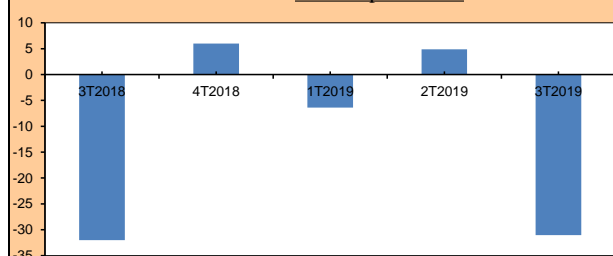
- 17 provinces déficitaires : Kadiogo, Sanmatenga, Namentenga, Boulkiemdé, Yatenga, Komandjoari, Soum, Zondoma, Bam, Kouritenga, Passoré, Bazèga, Gourma, Loroum, Séno, Houet, Oubritenga;
- 7 provinces en équilibre ;
- 21 provinces excédentaires.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

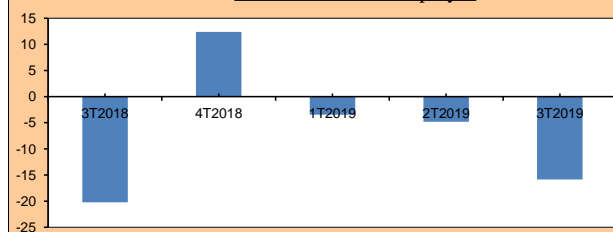
La détérioration du climat des affaires entamée au quatrième trimestre 2018 s'est poursuivie au troisième trimestre 2019.

... sur les recettes**Recettes**

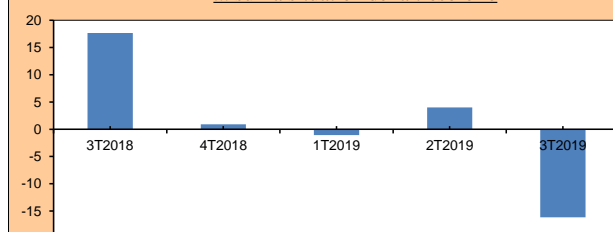
Dans cet environnement économique défavorable, les ventes ont enregistré une baisse par rapport au troisième trimestre de l'année 2018.

... sur la production**Production**

La production baisse considérablement au troisième trimestre 2019.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Les effectifs employés continuent de se dégrader dans son ensemble au troisième trimestre 2019.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie des entreprises s'est dégradée dans l'ensemble.

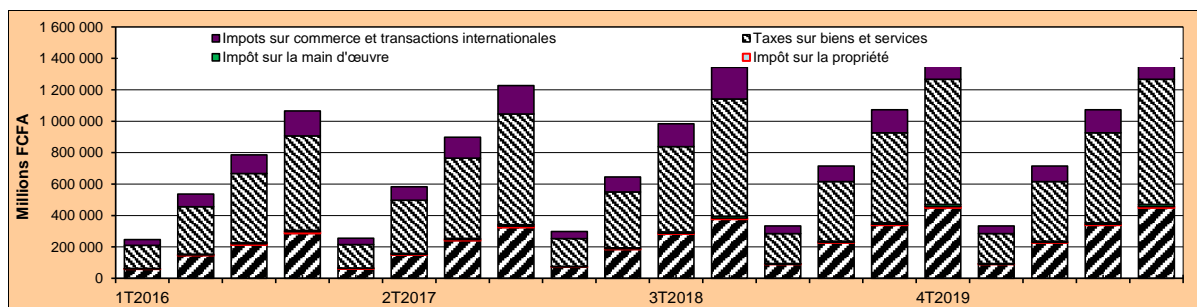
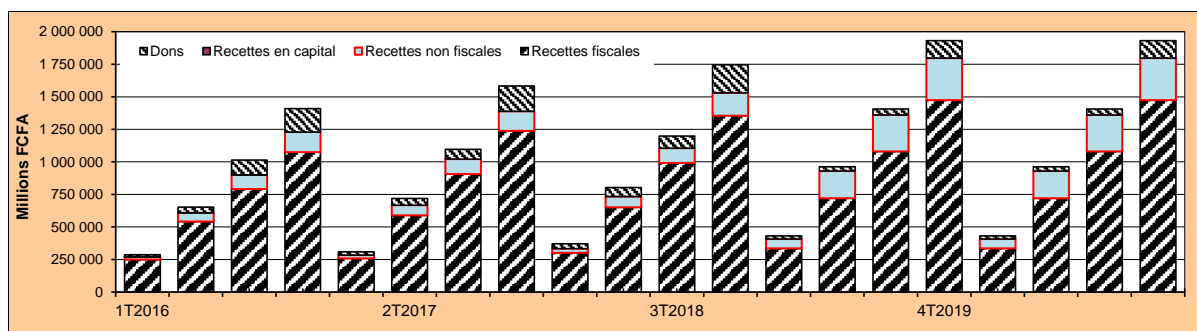
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2019, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 252,72 milliards de FCFA, en amélioration de 128,93 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2019	2019	2019	2019		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 098 788,5	1 745 866,1	431 192,7	962 733,6	1 406 281,9	1 931 899,5	92,0%	10,7%
Recettes totales	1 828 345,8	1 530 775,1	408 286,9	929 831,0	1 360 644,0	1 797 694,7	98,3%	17,4%
Recettes courantes	1 526 000,0	1 530 775,1	408 286,9	929 831,0	1 360 644,0	1 797 694,7	98,3%	17,4%
Recettes fiscales	1 526 000,0	1 354 257,1	335 992,4	720 318,9	1 080 898,8	1 474 863,9	96,6%	8,9%
Impôts sur revenus et bénéfices	449 943,0	375 600,9	89 293,7	226 601,0	337 958,8	448 636,9	99,7%	19,4%
Impôt sur la main d'œuvre	14 164,7	12 426,5	3 200,4	6 450,4	9 777,4	13 220,4	93,3%	6,4%
Taxes sur biens et services	827 014,9	744 879,1	190 221,9	379 206,6	572 628,6	796 847,9	96,4%	7,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	212 221,0	202 146,7	48 703,8	99 436,6	146 169,7	195 885,5	92,3%	-3,1%
Autres recettes fiscales	13 312,9	11 398,7	2 670,5	5 321,2	8 187,5	11 625,0	87,3%	2,0%
Recettes non fiscales	302 345,8	176 518,0	72 294,5	209 512,0	279 745,2	322 830,8	106,8%	82,9%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	270 442,7	215 091,0	22 905,8	32 902,6	45 637,9	134 204,8	49,6%	-37,6%
Projets	171 261,7	122 390,1	16 597,5	26 594,3	32 770,0	45 823,2	26,8%	-62,6%
Programmes	99 181,1	92 700,9	6 308,3	6 308,3	12 867,9	88 381,6	89,1%	-4,7%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1931,90 milliards de FCFA contre 1 745,95 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit un accroissement de 185,95 milliards de FCFA (+10,65%). Cette progression est due uniquement à la hausse des recettes propres.

Les recettes propres se sont établies à 1 797,69 milliards de FCFA, en hausse de 266,83 milliards de FCFA (+17,43%) par rapport à fin décembre 2018. Ce résultat est attribuable aussi bien à l'accroissement des recettes fiscales de 120,60 milliards de FCFA (+8,91%), qu'à celui des recettes non fiscales de 146,43 milliards de FCFA (+82,81%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse des « impôts sur revenus et bénéfices » (+73,04 milliards de FCFA) ainsi que par celle de la « taxe sur biens et services » (+51,96 milliards de FCFA).

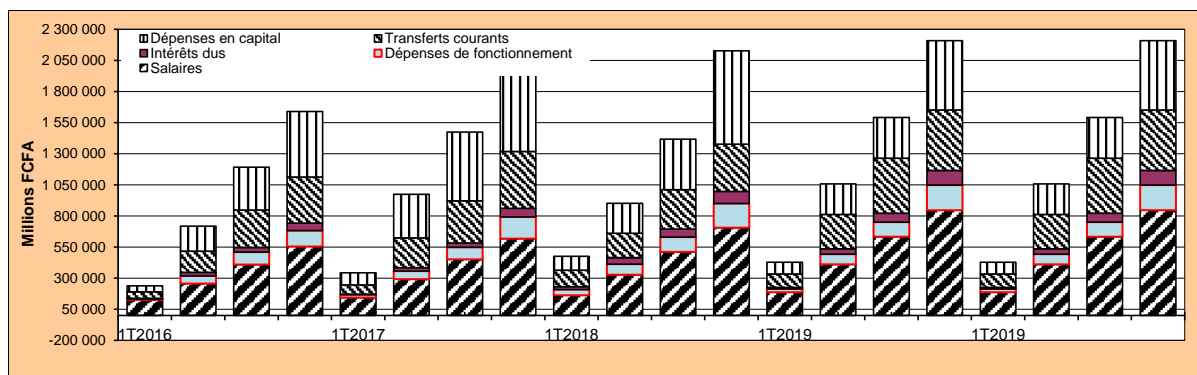
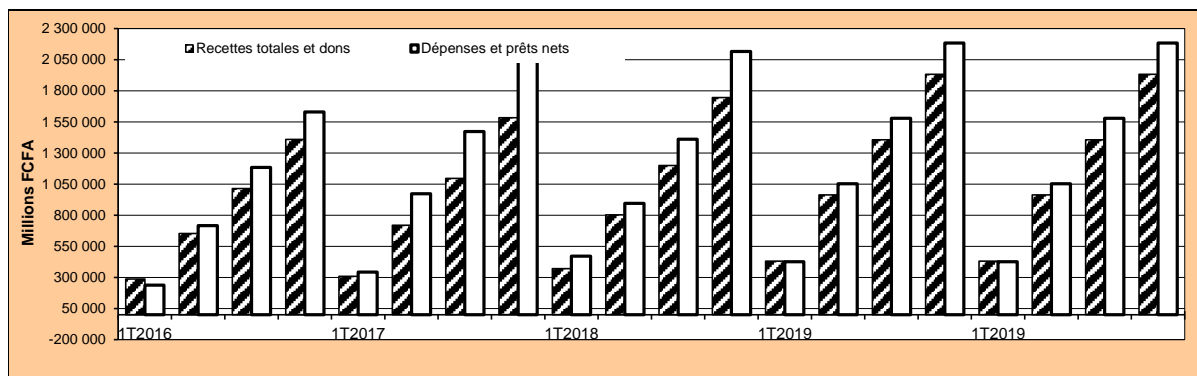
Les recettes non fiscales, en hausse de 82,81%, sont passées de 176,60 milliards de FCFA à fin décembre 2018 à 322,83 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Cette hausse résulte principalement de celle des ventes non industriels (+121,74 milliards de FCFA) consécutive aux recettes des licences de téléphonie.

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 134,20 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 215,09 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une baisse de 80,89 milliards de FCFA (-37,61%). Cette évolution est fortement marquée par la baisse aussi bien des dons projets que par celle des dons programmes, respectivement de 76,57 milliards de FCFA et de 4,32 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2019	2019	2019	2019		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 357 514,4	2 116 480,3	426 825,6	1 053 341,5	1 579 575,8	2 184 620,6	92,7%	3,2%
Dépenses	2 366 669	2 126 579,1	427 332,6	1 057 607,0	1 591 436,3	2 208 470,0	93,3%	3,9%
Dépenses courantes	1 613 447	1 376 780,3	333 952,0	812 622,6	1 263 418,2	1 651 859,6	102,4%	20,0%
Salaires	845 900	705 106,9	187 216,6	410 576,0	632 320,3	845 900,0	100,0%	20,0%
Dépenses de fonctionnement	187 262	195 194,7	25 535,9	82 520,4	117 990,8	201 643,7	107,7%	3,3%
Intérêts dus	100 000	97 240,5	12 241,6	42 791,6	70 593,6	117 854,5	117,9%	21,2%
Transferts courants	480 285	379 238,4	108 958,0	276 734,5	442 513,5	486 461,4	101,3%	28,3%
Dépenses en capital	753 222	749 798,8	93 380,7	244 984,4	328 018,1	556 610,4	73,9%	-25,8%
financées sur ressources propres	446 203	443 309,0	63 928,1	176 816,1	232 856,9	418 876,6	93,9%	-5,5%
Prêts nets	-9 154	-10 098,8	-507,0	-4 265,5	-11 860,5	-23 849,3	260,5%	136,2%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 2184,62 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 2127,61 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit une progression de 57,01 milliards de FCFA (+2,68%). Cette hausse résulte de la progression des dépenses courantes de 268,50 milliards de FCFA et de la contraction des dépenses en capital de 197,73 milliards de FCFA. Les prêts nets sont ressortis négatif à fin décembre 2019, en lien avec un remboursement plus élevé que les nouveaux prêts accordés.

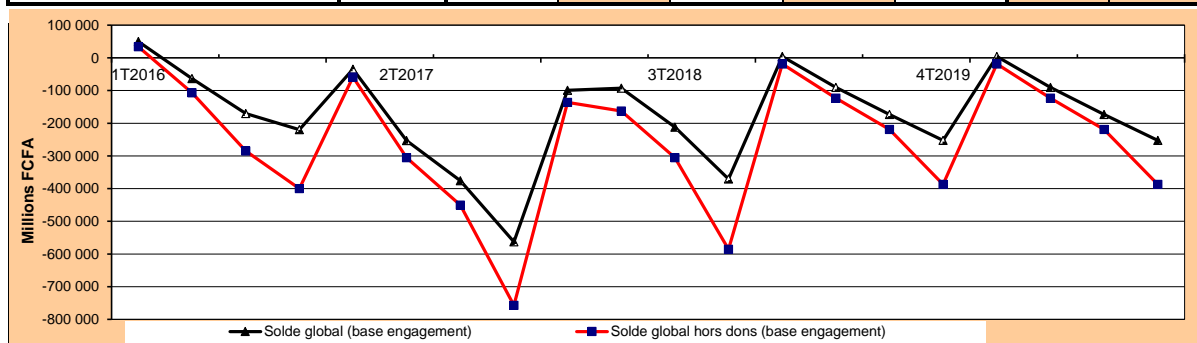
La progression des dépenses courantes est imputable à l'ensemble des postes de cette catégorie. La progression est de 140,79 milliards de FCFA pour les dépenses de personnel, de 101,67 milliards de FCFA pour celles des transferts courants, de 20,61 milliards de FCFA pour la charge des intérêts de la dette et de 5,42 milliards de FCFA pour celles liées au fonctionnement. La progression des dépenses de personnel s'explique par la constatation financière des engagements pris par le Gouvernement vis-à-vis des partenaires sociaux et par la régularisation des situations salariales des agents à travers des avancements statutaires et des intégrations. Celle des dépenses de transferts courants est liée à l'augmentation des transferts aux ménages ainsi qu'aux subventions aux entreprises publiques.

Les dépenses en capital, en baisse de 26,21% par rapport à fin décembre 2018, ont été exécutées à hauteur de 556,61 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 754,34 milliards de FCFA. Cette diminution s'explique par la baisse des dépenses d'investissements financées sur ressources propres de 28,07 milliards de FCFA, par celles financées sur ressources extérieures de 88,73 milliards de FCFA ainsi que par la diminution des transferts en capital et restructuration de 80,92 milliards

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2019	2019	2019	2019		
		Réal.		Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-258 725,9	-370 614,2	4 367,1	-90 607,9	-173 293,9	-252 721,1	97,7%	-31,8%
Solde global hors dons (base engagement)	-529 168,6	-585 705,2	-18 538,6	-123 510,5	-218 931,8	-386 925,9	73,1%	-33,9%
Solde primaire	-127 207,0	-488 464,8	-6 297,1	-80 719,0	-148 338,2	-269 071,4	211,5%	-44,9%
Solde de base	-227 207,0	-360 546,3	10 913,9	-56 230,0	-125 077,9	-250 499,3	110,3%	-30,5%
Solde global (base caisse)	-258 725,9	-467 262,0	-77 117,2	-106 591,5	-230 453,5	-302 087,9	116,8%	-35,3%
Solde global hors dons (base caisse)	-529 168,6	-682 353,0	-100 023,0	-139 494,1	-276 091,4	-436 292,6	82,4%	-36,1%

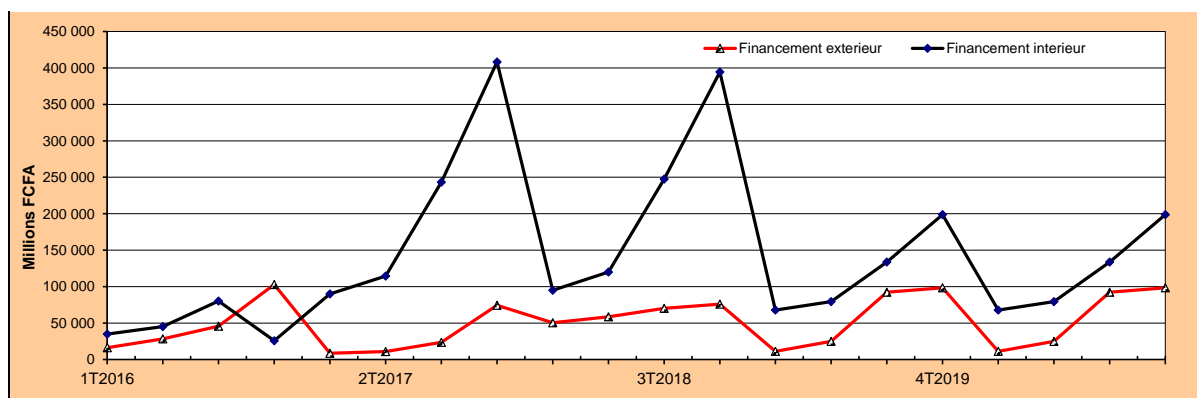


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -252,72 milliards de FCFA au 31 décembre 2019 contre -370,61 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une amélioration de 117,9 milliards de FCFA.

Quant au solde global (base caisse), il s'est situé à -302,09 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre -467,3 milliards de FCFA à fin décembre 2018. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 198,82 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 98,47 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin décembre 2019 s'est caractérisé par quatorze(14) émissions de bons du Trésor et dix(10) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 311,97 milliards de FCFA et 366,56 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 365,78 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 86,03 milliard de FCFA pour les obligations.

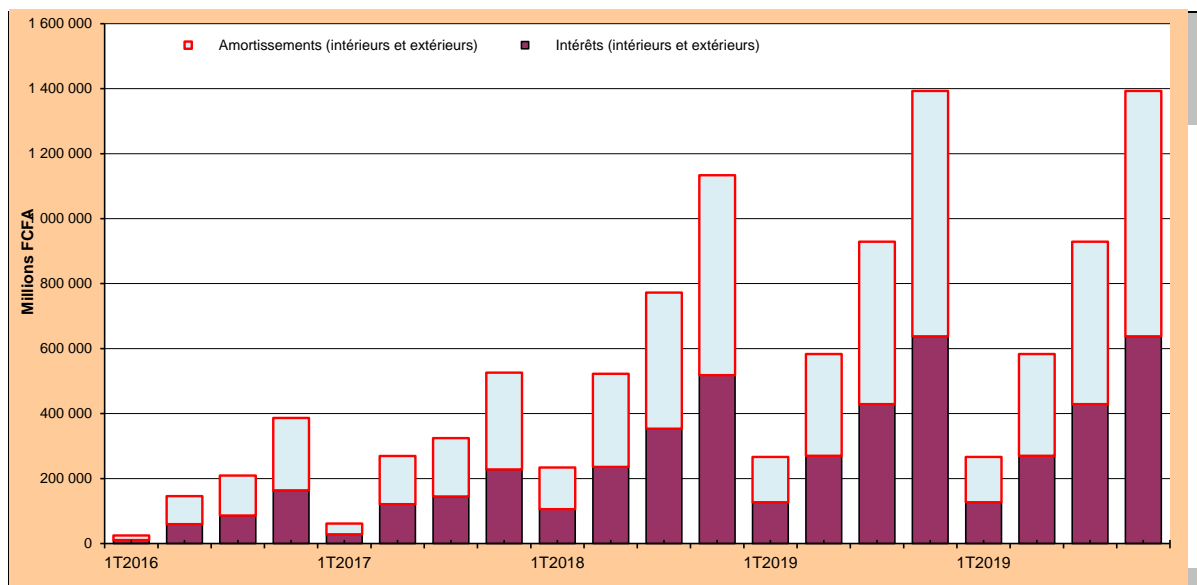
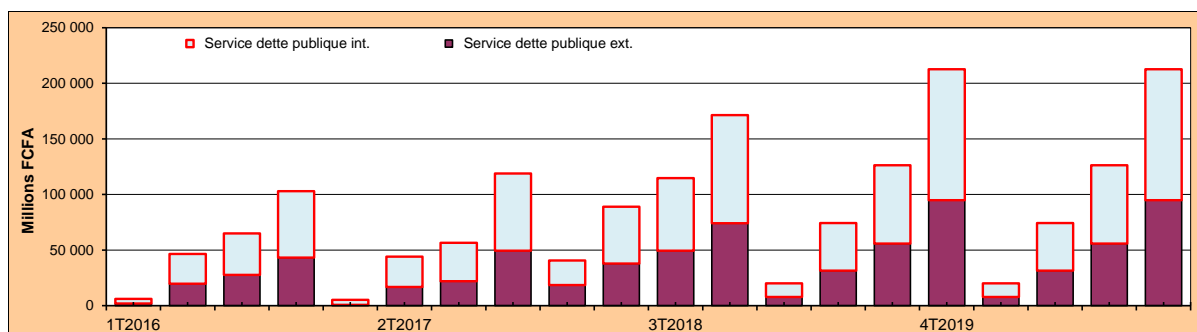
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2019	2019	2019	2019		
		Réal.		Est.	Est.	Est.		
Financement	113 556,1	470 480,2	79 067,7	104 189,1	226 052,3	297 293,8	261,8%	-36,8%
Financement extérieur	85 021,3	75 891,1	11 197,5	24 889,3	92 360,2	98 473,0	115,8%	29,8%
Décaissements extérieurs	150 210,0	130 974,9	20 889,3	48 720,4	126 579,8	156 099,4	103,9%	19,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	#VALEUR!		
Amortissement de la dette extérieure	-65 188,7	-55 083,8	-9 691,8	-23 831,1	-34 219,7	-57 626,4	88,4%	4,6%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	28 534,8	394 589,1	67 870,2	79 299,8	133 692,1	198 820,8	696,8%	-49,6%
Financement bancaire	28 534,8	82 321,9	46 762,4	-48 629,3	-3 621,9	21 718,5	76,1%	-73,6%
Secteur non bancaire	0,0	312 267,2	21 107,8	127 929,1	137 314,1	177 102,2		-43,3%
Gap de financement	145 169,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2019	2019	2019	2019		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	595 725,0	615 369,3	139 442,3	313 073,0	499 764,8	755 446,0	126,8%	22,8%
Amortissements (int. et ext.)	495 725	518 128,8	127 200,8	270 281,5	429 171,2	637 591,5	128,6%	23,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	100 000	97 240,5	12 241,6	42 791,6	70 593,6	117 854,5	117,9%	21,2%
Service dette publique int.	509 709,4	537 183,3	125 390,4	277 896,4	450 694,8	674 771,0	132,4%	25,6%
Amortissements	430 536	463 045,0	117 509,0	246 450,4	394 951,5	579 965,1	134,7%	25,3%
Intérêts	79 173	74 138,3	7 881,5	31 446,0	55 743,3	94 805,9	119,7%	27,9%
Service dette publique ext.	86 015,6	78 186,0	14 051,9	35 176,6	49 070,0	80 674,9	93,8%	3,2%
Amortissements	65 189	55 083,8	9 691,8	23 831,1	34 219,7	57 626,4	4,6%	4,6%
Intérêts	20 827	23 102,1	4 360,1	11 345,6	14 850,3	23 048,5	110,7%	-0,2%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	5,1%	3,4%	3,8%	3,6%	4,5%		-0,6 points

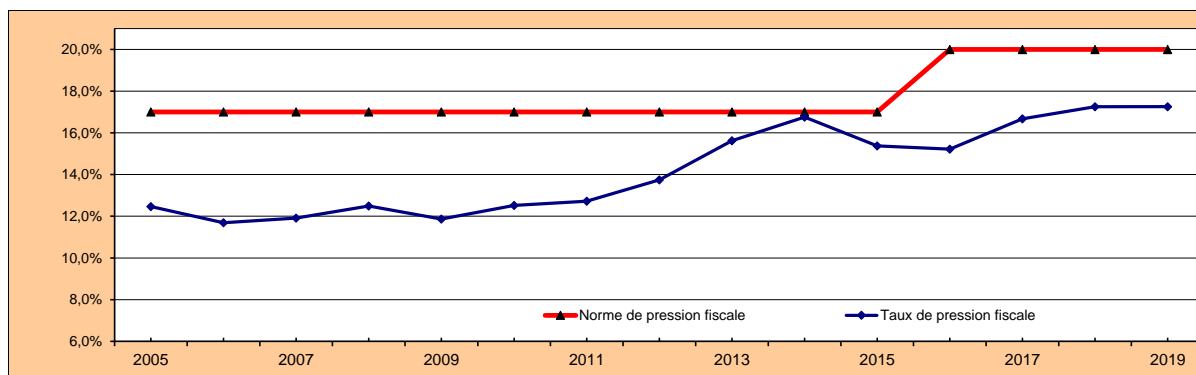


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,5% à fin décembre 2019 contre 5,1% à fin décembre de l'année dernière, marquant une baisse de 0,6 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-1,4%	-3,4%	-7,8%	-4,7%	-3,0%
Taux d'inflation	≤	3%	-5,2%	0,4%	1,5%	2,0%	-3,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	35,5%	38,8%	38,6%	42,9%	43,4%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%	57,4%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,2%	16,7%	17,3%	17,3%	17,3%



En 2019, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté tous les critères de premiers rang.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2019. Le taux de pression fiscale s'établirait à 17,3% en 2018 et en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

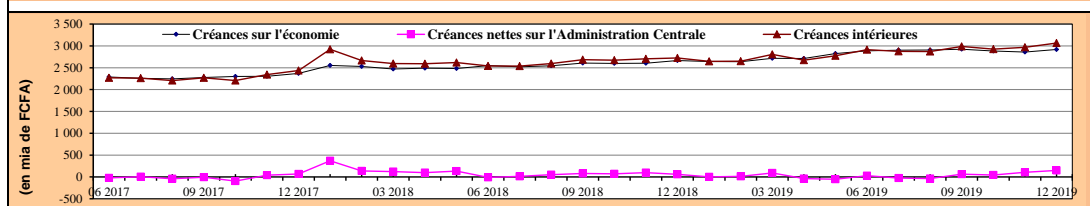
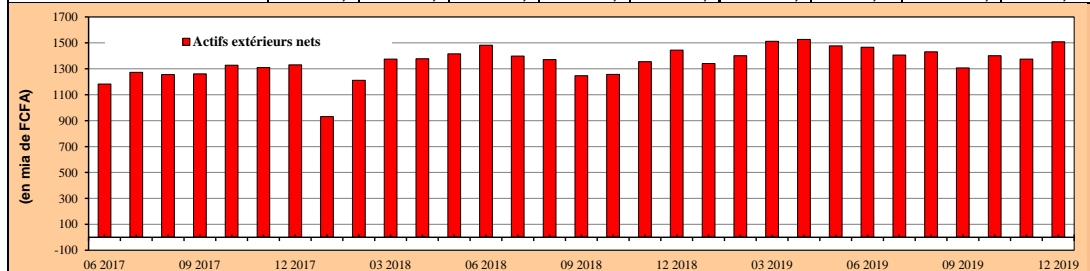
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire a été marquée, entre fin décembre 2018 et fin décembre 2019, par une hausse des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 65,0 milliards (+4,5%) et une progression des créances intérieures de 342,8 milliards (+12,6%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 316,1 milliards (+8,5%), les passifs à caractères non monétaires des institutions de dépôts s'étant accrus de 89,7 milliards (+14,2%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
Circulation fiduciaire	579,9	596,9	569,2	551,2	652,6	101,4	18,4%	72,7	12,5%
Dépôts transférables	1 705,7	1 835,5	1 775,4	1 647,5	1 809,8	162,4	9,9%	104,1	6,1%
BCEAO	0,4	0,3	0,4	0,6	2,2	1,6	269,3%	1,8	483,2%
Banques	195,7	656,2	195,7	874,0	195,7	-678,3	-77,6%	0,0	0,0%
CCP et CNE	219,1	231,4	231,4	231,4	231,4	0,0	0,0%	12,3	5,6%
M1	2 285,6	2 432,4	2 344,7	2 198,7	2 462,4	263,8	12,0%	176,8	7,7%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 429,5	1 473,1	1 541,2	1 560,0	1 571,9	11,9	0,8%	142,4	10,0%
BCEAO	0,4	0,3	0,4	0,6	2,2	1,6	269,3%	1,8	483,2%
AID	1 429,2	1 472,7	1 540,9	1 559,7	1 571,6	11,9	0,8%	142,4	10,0%
Masse monétaire (M2)	3 715,1	3 905,5	3 885,9	3 758,7	4 034,3	275,6	7,3%	319,2	8,6%
Actifs extérieurs nets	1 443,5	1 512,6	1 466,7	1 306,6	1 508,5	201,9	15,5%	65,0	4,5%
BCEAO	0,4	0,3	0,4	0,6	2,2	1,6	269,3%	1,8	483,2%
Banques	1 486,2	1 603,8	1 543,7	1 415,5	1 576,3	160,8	11,4%	90,0	6,1%
Créances intérieures	2 724,0	2 805,8	2 911,9	2 988,7	3 064,7	76,1	2,5%	340,7	12,5%
Créances nettes sur l'Admin	59,3	90,6	27,2	64,6	148,6	84,0	130,1%	89,2	150,4%
BCEAO	0,4	0,3	0,4	0,6	2,2	1,6	269,3%	1,8	483,2%
Banques	1 486,2	1 603,8	1 543,7	1 415,5	1 576,3	160,8	11,4%	90,0	6,1%
Créances sur l'économie	2 664,7	2 715,2	2 884,7	2 924,1	2 916,2	-7,9	-0,3%	251,5	9,4%



Sources : B.C.E.A.O.

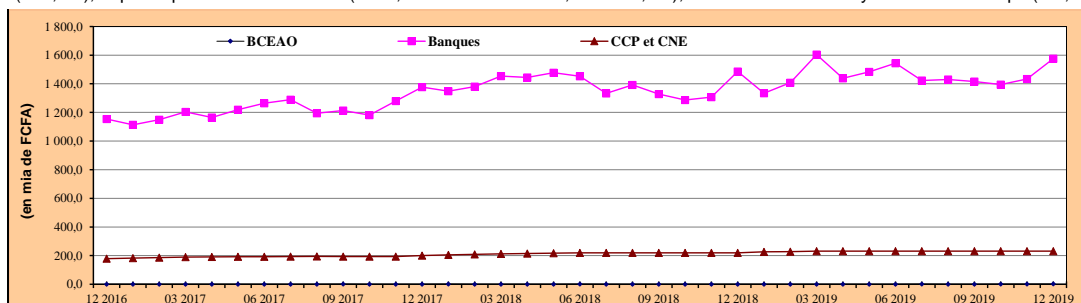
Actifs extérieurs nets

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1.508,5 milliards de FCFA à fin décembre 2019, en accroissement de 4,5% par rapport à fin décembre 2018. Cette progression est exclusivement imprimée par les Autres institutions de dépôts (AID) dont les AEN se sont accrus de 298,8 milliards de FCFA (+26,3%) au cours de l'année, les AEN de la Banque Centrale ayant connu un repli de 233,8 milliards de FCFA (-75,3%).

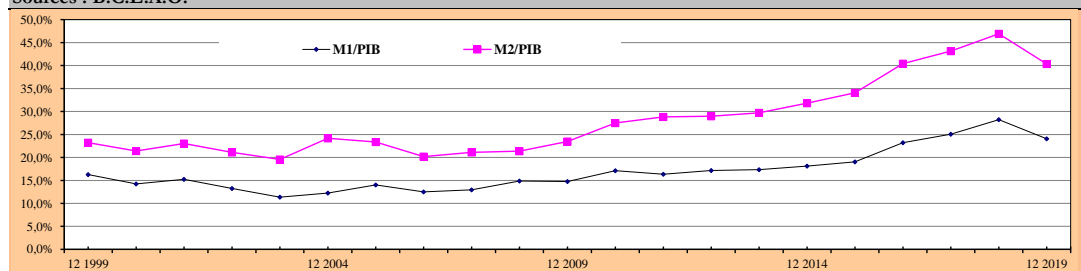
La hausse des AEN des banques commerciales est en lien avec la progression des créances extérieures (+171,3 milliards, soit +10,7%) notée notamment au niveau de leurs encours de crédits octroyés aux non-résidents (+232,3 milliards, +51,1%), de titres de participation (+37,9 milliards, +345,4%), ainsi que des titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+23,6 milliards, soit +2,6%), malgré la diminution des dépôts auprès des institutions financières non-résidentes (-120,5 milliards, soit -55,0%). En ce qui concerne les engagements extérieurs des banques, ils ont également enregistré une diminution (-127,6 milliards, soit -27,1%), notamment au niveau des dépôts de la clientèle non-résidente (-119,4 milliards, soit -39,1%) et des crédits reçus des correspondants (-6,6 milliards, soit -4,1%).

Quant au repli des AEN de la Banque Centrale, il est imprimé notamment par la hausse de ses engagements extérieurs sous forme de comptes à payer (+338,0 milliards, soit +128,9%), ses créances sur les non-résidents étant en hausse dans une moindre proportion (+102,5 milliards, soit +11,0%).

Par rapport à fin septembre 2019, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 201,9 milliards de FCFA (+15,5%), imprimé par les AEN des AID (+286,7 milliards de FCFA, soit +25,0%), ceux de la BCEAO ayant accusé un repli (-84,8



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 064,7 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 2 721,9 milliards de FCFA à fin décembre 2018, en progression de 12,6%. L'accroissement observé est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 251,5 milliards de FCFA et des Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 91,3 milliards de FCFA.

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont élevées à 2.916,2 milliards à fin décembre 2019, en hausse de 251,5 milliards (+9,4%) par rapport à leur niveau en fin 2018. Cette progression est imputable notamment aux concours accordés au secteur privé (+274,6 milliards, soit +11,5%) et aux sociétés non financières publiques (+20,7 milliards). S'agissant des nouvelles mises en place de crédits, le montant cumulé sur les douze mois de l'année 2017 s'est chiffré à 1 837,4 milliards de FCFA contre 1 558,8 milliards de FCFA au cours de 2016, soit une hausse en glissement annuel de 17,9%.

Pour ce qui concerne les crédits recensés à la Centrale des Risques, ils ont atteint un montant de 3 166,5 milliards de FCFA à fin décembre 2019, correspondant à une hausse de 12,0% par rapport fin décembre 2018. Les principaux secteurs bénéficiaires des concours bancaires restent ceux du commerce avec un poids de 18,5% (23,6% en 2018), des services divers avec 25,9% (21,3% en 2018), des bâtiments et travaux publics avec 16,5% (17,8% en 2018) ainsi que des activités industrielles (y compris extractives) avec 16,2% (15,4% en 2018). Le secteur primaire bénéficierait de 3,7% du volume des crédits octroyés en 2019 (contre 4,7% en 2018). A fin décembre 2019, les engagements sur les cinquante (50) plus gros risques représentent 36,0% du montant total déclaré à la Centrale des risques. En 2018, ces engagements représentaient 39,1% du montant total des risques recensés.

Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré une progression de 91,3 milliards entre fin 2018 et fin 2019, observée au niveau des banques commerciales (+69,6 milliards, soit +56,2%) et de la BCEAO (+21,7 milliards, soit 32,6%).

La hausse des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale s'explique par une hausse de leurs créances brutes sur l'Etat burkinabè sous forme notamment de titres publics (+93,2 milliards, soit +20,5%), atténuée par une hausse des dépôts de l'Etat dans ces banques (+22,7 milliards, soit +6,7%).

Pour ce qui est des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration centrale, elles ont enregistré un accroissement de 21,7 milliards, suite notamment à une baisse des dépôts de l'Etat (-14,6 milliards, soit -8,7%) conjuguée à la progression des crédits du FMI (+11,3 milliards, soit +10,5%).

Par rapport à fin septembre 2019, les créances intérieures ont connu une augmentation de 76,1 milliards de FCFA (+2,5%) à fin décembre 2019, expliquée exclusivement par la hausse des Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 84,0 milliards de FCFA, les créances sur l'économie ayant connu un repli de 7,9 milliards de FCFA (-0,3%).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 4 034,3 milliards de FCFA à fin décembre 2019, augmentant de 316,1 milliards de FCFA (+8,5%) sur un an. Cet accroissement s'expliquerait aussi bien par la hausse des dépôts (+241,3 milliards de FCFA, soit +7,7%) que celle de la circulation fiduciaire (+74,8 milliards de FCFA, soit +12,9%).

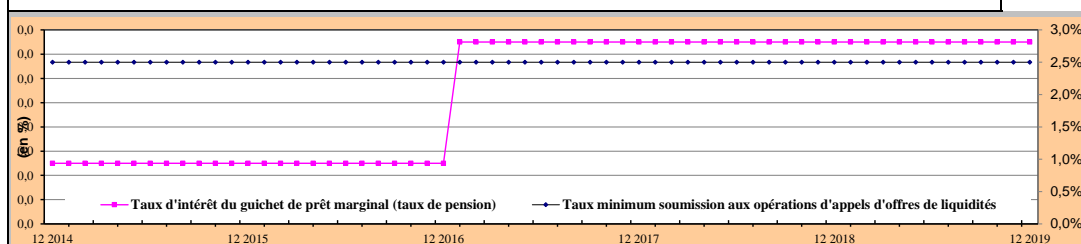
Par rapport à son niveau de 3 758,7 milliards de FCFA à fin septembre 2019, la masse monétaire s'est accrue de 275,6 milliards de FCFA (+7,3%) au cours du quatrième trimestre 2019. Cette évolution est induite par la progression des dépôts (+174,3 milliards de FCFA, soit +5,4%) et la circulation fiduciaire (+101,4 milliards de FCFA, soit +18,4%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19
				Est.	Est.
M1/PIB	23,2%	25,0%	28,2%	25,6%	24,1%
M2/PIB	40,4%	43,1%	46,9%	43,1%	40,3%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	380,0	131,0	144,2	182,5	182,5	0,0%	-52,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du troisième trimestre 2019, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume de nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 1 228,6 milliards de FCFA au 30 septembre 2019 contre 1 262,4 milliards de FCFA au troisième trimestre de 2018, soit une baisse de 2,7%. Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,17% contre 7,41% à la même période en 2018, soit une baisse de 0,23 point de pourcentage sur un an.

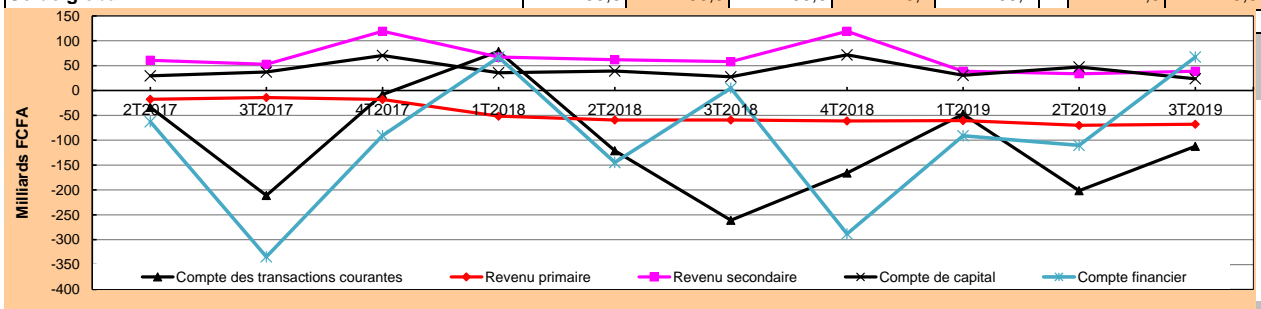
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des neuf premiers mois de l'année 2019 s'est établi à 1 257,8 milliards de FCFA, après 1 207,9 milliards de FCFA collectés au cours des neuf premiers mois de 2018, soit une progression de 4,1%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,79% contre 5,60% à la même période en 2018, soit un

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au troisième trimestre de l'année 2019, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un déficit global de 160,1 milliards, contre des déficits de 46,1 milliards au deuxième trimestre 2019 et 235,6 milliards au même trimestre de l'année précédente. La détérioration du solde global en variation trimestrielle (-114,0 milliards) est attribuable aux comptes financiers et de capital, le des transactions courantes ayant enregistré une amélioration.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-260,9	-165,9	-47,7	-201,4	-112,4	-0,4	1,4
Biens et services	-259,6	-224,0	-26,0	-165,0	-83,5	-0,5	2,2
Biens	-176,9	-123,1	43,2	-87,5	-12,4	-0,9	-1,3
Services	-82,6	-100,9	-69,2	-77,5	-71,0	-0,1	0,0
Revenu primaire	-59,3	-61,1	-60,4	-70,0	-67,8	0,0	0,1
– Intérêt sur dette publique	-2,8	-15,9	-7,6	-16,7	-11,4	-0,3	0,5
Revenu secondaire	57,9	119,1	38,7	33,6	38,9	0,2	0,0
Administrations publiques	3,0	56,0	1,5	-5,2	2,0	-1,4	0,3
Autres secteurs	54,9	63,1	37,2	38,8	36,9	0,0	0,0
– Envois de fonds des travailleurs	50,1	58,8	37,6	39,2	39,7	0,0	0,1
Compte de capital	27,6	71,7	30,7	47,1	23,5	-0,5	-0,2
Transferts de capital	27,6	71,7	30,6	47,0	23,5	-0,5	-0,2
Administration publique	14,6	58,3	17,2	32,7	10,1	-0,7	-0,4
Autre secteurs	13,0	13,3	13,4	14,3	13,5	-0,1	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-233,3	-94,2	-17,0	-154,3	-88,8	-0,4	4,2
Compte financier	4,6	-288,4	-91,0	-110,3	67,3	-1,6	-1,7
Investissement direct	0,9	2,1	4,9	2,7	-28,0	-11,5	-6,7
Titres de participation	-15,9	-14,5	-24,0	-24,8	-25,2	0,0	0,0
Instruments de dettes	16,8	16,6	28,9	27,5	-2,8	-1,1	-1,1
Investissements de portefeuille	-37,3	-39,9	-40,9	-43,4	-49,2	0,1	0,2
Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,9		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-37,3	-39,9	-40,9	-43,4	-46,3		0,1
Autres investissements	41,1	-250,7	-55,0	-69,6	144,5	-3,1	-3,6
Administrations publiques	-144,0	-67,4	-55,8	-37,4	-129,0	2,4	1,3
Solde global	-235,6	196,9	69,3	-46,1	-160,1	2,5	-3,3



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 44,0 milliards au troisième trimestre 2019, en ressortant en déficit de 112,4 milliards, après un déficit de 156,4 milliards au deuxième trimestre 2019. Cette évolution favorable est imputable à l'atténuation des déficits des échanges de biens et services et du compte de revenu primaire, en plus de la progression de l'excédent du compte du revenu secondaire au cours de la période sous revue.

Par rapport au troisième trimestre de l'année 2018 où il avait été observé un déficit courant de 215,9 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 95,4 milliards, imprimée par le compte des biens et services.

La balance des biens s'est améliorée en variation trimestrielle, en passant d'un déficit de 42,5 milliards au deuxième trimestre 2019 à un déficit de 12,4 milliards au troisième trimestre 2019. Cette évolution résulte d'une contraction des importations (-52,0 milliards, soit -10,1%) plus importante que celles des exportations (-21,9 milliards, soit -4,6%).

En variation annuelle, le déficit commercial s'est réduit de 119,5 milliards (-90,6%) au troisième trimestre 2019. Cette variation est en lien avec la progression des exportations (+90,8 milliards, soit +25,3%), accentuée par le repli des importations (-28,7 milliards, soit -5,8%). La progression des exportations est imprimée par l'or non monétaire (+65,1 milliards) et les graines et fruits oléagineux (+12,5 milliards), en dépit de la baisse des exportations de tomates (-3,1 milliards). Du côté des importations, les baisses notables ont été enregistrées au niveau des appareils électriques (-7,8 milliards), des hydrocarbures (-5,6 milliards), du riz (-5,5 milliards), des profils en fer ou en acier (-5,1 milliards), des produits thérapeutiques (-4,2 milliards) et des véhicules (-3,5 milliards).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 97,3% au troisième trimestre 2019 contre 91,7% au trimestre précédent et 73,1% au troisième trimestre de 2018.

Le déficit structurel de la balance des services s'est atténué de 6,4 milliards, passant de 77,5 milliards au deuxième trimestre 2019 à 71,0 milliards au troisième trimestre 2019. Cette évolution favorable s'explique par la baisse des importations de services de fret, en relation avec le repli des importations de marchandises (-10,1%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est également réduit (-11,6 milliards).

égalemment (en milliards),

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 67,8 milliards au troisième trimestre 2019, après des sorties nettes de 70,0 milliards au trimestre précédent, soit une amélioration de 2,1 milliards, imprimée notamment par la baisse des paiements au titre des intérêts de la dette publique extérieure de 5,3 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé de 8,6 milliards.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est accru de 5,3 milliards, en ressortant à 38,9 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 33,6 milliards au deuxième trimestre de 2019. Cette évolution s'explique par l'accroissement des aides budgétaires (+6,6 milliards), aucun décaissement n'ayant été enregistré au cours du trimestre précédent. En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est détérioré de 19,0 milliards en lien notamment avec la contraction des appuis budgétaires (-2,5 milliards) et des envois des fonds des migrants (-10,3 milliards).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 23,5 milliards, après une réalisation de 47,1 milliards au deuxième trimestre 2019, soit une détérioration de 23,5 milliards, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 10,0 milliards au cours du troisième trimestre 2019, contre 32,7 milliards au deuxième trimestre 2019, enregistrant une baisse de 22,7 milliards. Par rapport au niveau de 14,6 milliards mobilisés au troisième trimestre 2018, les dons projets au profit de l'Administration Publique ont baissé de 4,5 milliards, entraînant une détérioration du compte de capital de 4,0 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte un besoin de financement de l'économie burkinabè d'un montant de 88,8 milliards contre un **besoin de financement** de 109,3 milliards au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2018, un besoin de financement de 188,3 milliards avait été enregistré.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 67,3 milliards, après des entrées nettes de 65,5 milliards au deuxième trimestre 2019, soit une détérioration de 132,8 milliards. Cette évolution du compte financier est imprimée par les autres investissements au titre desquels les sorties nettes de capitaux ont augmenté de 128,9 milliards pour se fixer à 144,5 milliards contre 15,6 milliards au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par l'accroissement des sorties de capitaux du secteur privé (-227,2 milliards), l'Administration publique ayant enregistré une progression de ses flux nets entrants (+98,3 milliards). Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 7,8 milliards, contrairement aux entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille qui ont fléchi de 3,9 milliards.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré une détérioration de 22,7 milliards par rapport aux sorties nettes de capitaux de 44,6 milliards au troisième trimestre 2018.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin septembre 2019, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.541,5 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.344,2 milliards et 2.379,5 milliards, respectivement à fin septembre 2018 et fin juin 2019. Cette aggravation en variation trimestrielle de la position débitrice de 162,0 milliards est consécutive à une progression du stock de passifs financiers (+234,1 milliards), en dépit de la hausse du stock d'actifs financiers (+72,1 milliards).

Sources : B.C.E.A.O.

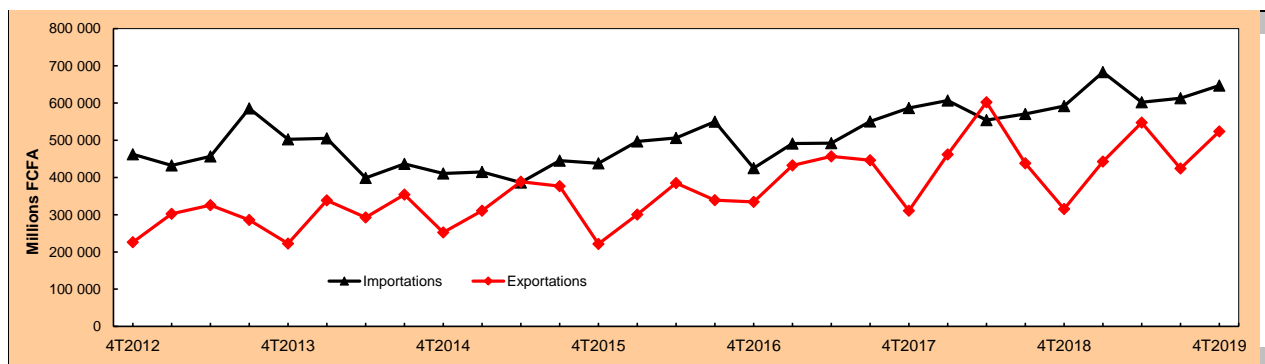
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
TOTAL	683 017,1	602 333,2	613 072,1	586 957,8	647 180,7	10,3%	-5,2%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 480,0	6 644,7	6 964,7	6 288,9	6 209,4	-1,3%	-4,2%
Produits du règne végétal	38 582,4	29 961,5	35 680,4	27 434,7	33 359,6	21,6%	-13,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	6 162,1	6 003,4	3 204,9	3 092,8	2 455,8	-20,6%	-60,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	31 022,4	25 696,1	31 764,0	21 880,0	24 767,8	13,2%	-20,2%
Produits minéraux	222 003,1	179 105,7	188 606,2	192 090,3	196 403,9	2,2%	-11,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	72 478,1	75 610,5	71 514,8	62 523,9	64 767,3	3,6%	-10,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	28 183,0	22 546,5	21 274,0	20 075,4	23 689,5	18,0%	-15,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	452,8	447,1	316,3	490,7	393,8	-19,8%	-13,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	955,9	903,3	1 260,8	844,1	998,1	18,3%	4,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 546,7	6 516,5	7 408,3	8 352,0	6 816,4	-18,4%	-20,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 643,0	13 889,3	18 854,0	9 324,7	9 207,8	-1,3%	-4,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2 082,5	1 833,5	1 473,3	1 127,0	1 454,5	29,1%	-30,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	5 039,9	5 660,1	4 984,7	6 439,3	5 383,0	-16,4%	6,8%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	135,7	51,8	64,6	70,4	21,1	-70,0%	-84,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	50 517,3	43 195,7	49 847,9	38 746,6	36 660,9	-5,4%	-27,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	125 614,8	113 537,2	111 750,2	89 570,9	151 225,2	68,8%	20,4%
Matériel de transport	61 812,0	58 422,7	46 920,5	87 611,3	70 286,9	-19,8%	13,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 336,7	6 381,2	6 414,7	5 630,8	7 136,9	26,7%	33,7%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	49,7	1 289,4	430,8	181,9	340,4	87,2%	585,5%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 10,3% portant le niveau des importations de 587,0 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019 à 647,2 milliards de FCFA au trimestre sous revue. La hausse des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 61,6 milliards de FCFA ont été les leviers de cette évolution.

Comparativement au même trimestre de 2018, les importations ont enregistré une baisse de 5,2% ramenant le niveau des importations de 683,0 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018 à 647,2 milliards de FCFA. Les baisses de la facture pétrolière de 25,6 milliards de FCFA, des importations des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 13,9 milliards de FCFA et de « Produits des industries chimiques et industries connexes » de 7,7 milliards de FCFA n'ont pas pu compenser la hausse des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 25,6 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
TOTAL	442 758,5	547 551,9	424 111,4	401 268,0	523 712,8	30,5%	18,3%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	176,0	173,0	136,8	111,6	192,6	72,6%	9,4%
Produits du règne végétal	43 621,8	55 015,5	40 788,1	31 399,2	32 967,3	5,0%	-24,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	39 493,2	31 420,2	3 408,3	18 227,2	27 262,6	49,6%	-31,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 545,0	5 639,5	5 267,0	4 596,2	5 173,4	12,6%	-6,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 595,1	1 999,9	3 424,2	1 378,9	1 336,8	-3,1%	-16,2%
Produits minéraux	97,3	463,3	2 110,5	1 216,9	1 625,2	33,6%	1570,0%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	8 981,2	2 009,9	2 052,8	1 627,4	1 727,9	6,2%	-80,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 882,6	487,7	254,9	79,4	1 661,2	1992,5%	-11,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	15,7	3,5	0,7	2,0	75,8	3692,3%	384,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	71,5	2,0	2,3	1,4	18,2	1215,5%	-74,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	69,9	11,7	35,6	56,9	8,7	-84,7%	-87,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	22 515,1	117 537,2	25 210,0	968,9	65 340,7	6644,1%	190,2%
dont coton fibre	21 620,9	116 418,3	24 611,5	424,6	64 665,5	15129,7%	199,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	7,0	4,5	1,5	0,5	16,1	3204,5%	129,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	5,3	9,7	11,6	29,7	56,6	90,6%	963,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	311 846,4	323 522,9	308 243,1	331 632,9	367 489,1	10,8%	17,8%
dont or	311 449,9	323 093,6	307 880,3	331 231,0	366 947,7	10,8%	17,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 714,3	28 277,8	28 335,7	22 251,6	21 848,0	-1,8%	-38,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	6 522,4	7 234,3	5 585,0	3 678,5	5 576,3	51,6%	-14,5%
Matériel de transport	3 735,4	4 318,1	2 005,3	1 179,2	18 005,7	1426,9%	382,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	92,4	460,4	61,4	129,7	314,6	142,6%	240,5%
Marchandises et produits divers	174,1	108,4	512,1	591,8	212,5	-64,1%	22,1%

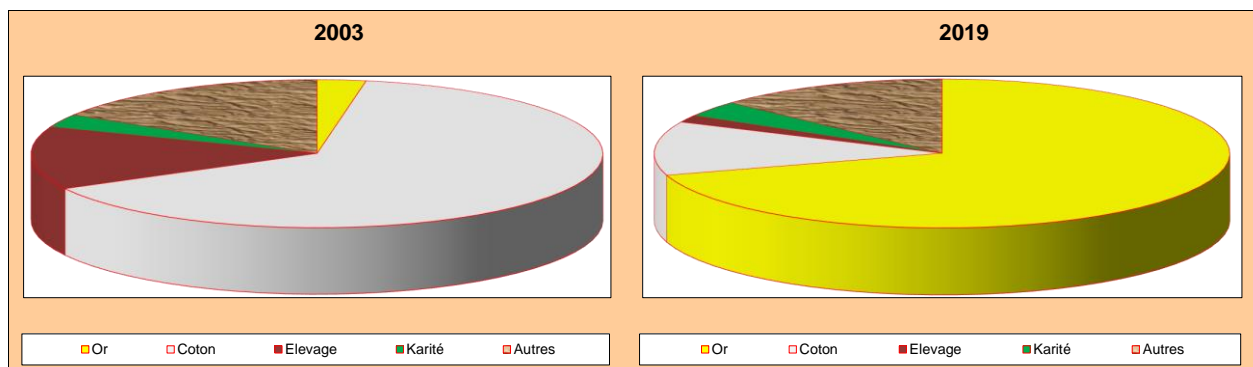


Au quatrième trimestre 2019, les exportations enregistrent une hausse de 30,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 401,3 milliards FCFA au troisième trimestre 2019 à 523,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations du coton fibre, de l'or et des matériels de transport. En effet, les exportations de coton fibre ont augmenté de 64,2 milliards de FCFA, celles de l'or non monétaire de 35,7 milliards de FCFA et celles des matériels de transport de 16,8 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une hausse de 18,3%, soit 81,0 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2018. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations de l'or monétaire de 55,5 milliards de FCFA, du coton fibre de 43,0 milliards de FCFA et des matériels de transport de 14,3 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2003	2016	2017	2018	2019
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	65,1%	67,7%	68,0%	70,2%
Part du coton dans total	64,4%	11,8%	13,4%	11,4%	11,7%
Part des produits de l'élevage dans total	13,7%	1,9%	1,7%	1,5%	1,5%
Part du karité dans total	3,0%	1,8%	3,5%	3,2%	3,5%
Part des autres produits dans total	16,2%	19,4%	13,7%	16,0%	13,1%

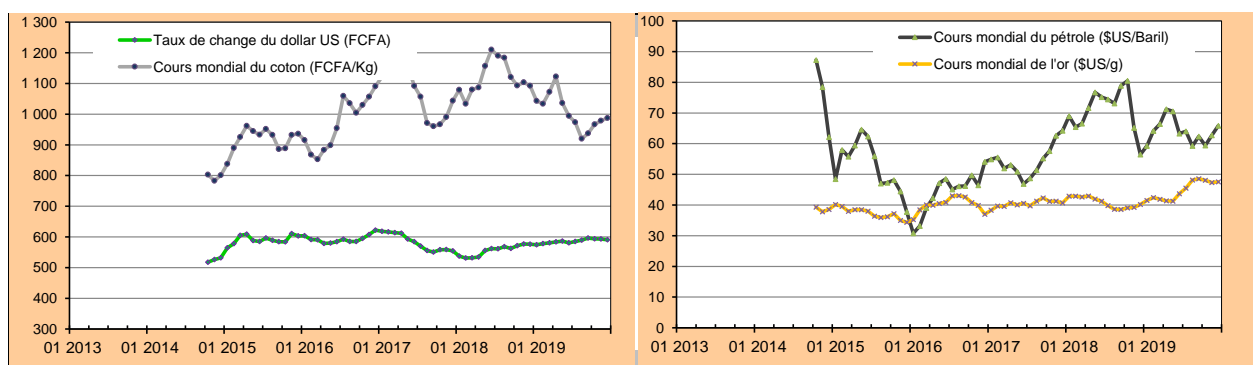


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,2% de la part des exportations en 2019. Cela se justifie principalement par les

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	Glissement	
						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	574,8	577,6	583,7	590,1	592,3	0,4%	3,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	67,4	63,3	68,3	61,9	62,7	1,3%	-7,0%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 907,5	1 817,4	1 800,7	1 599,3	1 650,3	3,2%	-13,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	39,5	41,9	42,1	47,4	47,7	0,6%	20,6%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	38,7	36,6	39,9	36,5	37,1	1,7%	-4,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 096,5	1 049,8	1 051,1	943,7	977,5	3,6%	-10,8%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,7	24,2	24,6	28,0	28,2	0,9%	24,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,029	0,029	0,026	0,026	0,026	2,0%	-8,8%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain poursuit toujours inexorablement son regain en rythme trimestriel entamé au premier trimestre 2018 vis à vis du FCFA avec une hausse de 0,4% de sa valeur au dernier trimestre de l'année 2019. Toutefois, une baisse mensuelle est constatée en début de ce trimestre et s'expliquerait par l'incertitude liée aux tensions commerciales et ce malgré une sortie probable de crise entre les Etats-Unis et la Chine. En moyenne, le dollar s'est échangé à 592,3 FCFA au quatrième trimestre 2019 contre 590,1 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 3,6% ce trimestre comparativement au quatrième trimestre de 2018.

- Prix des produits exportés :

Retour à la hausse du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en hausse de 3,2% au quatrième trimestre 2019 en repartant à 1650,3 dollars la tonne contre 1599,3 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a cependant diminué de 13,5% dû à cette tendance baissière entamée depuis deuxième trimestre 2018. De même, converti en franc CFA, la fibre de coton valait 977,5 FCFA le kilogramme, contre 943,7 FCFA au troisième trimestre 2019, soit une hausse de 3,6%. Ainsi, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en Francs CFA est en baisse de 10,4%. Malgré le relèvement observé ces derniers mois, le cours de la tonne de coton reste à un niveau bas du fait d'absence d'accord sino-américaine et la perspective de nouvelles taxes sur les importations de la Chine aux Etats-Unis.

Poursuite de la hausse du cours de l'or entamée depuis le quatrième trimestre 2018. Le cours du métal jaune a été caractérisé par la poursuite de son regain au quatrième trimestre 2019 avec une hausse de 0,6% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 47,7 dollars le gramme contre 47,4 dollars au troisième trimestre 2019. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse nettement le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 20,6% au quatrième trimestre 2019. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 28 231 francs le gramme, en augmentation de 0,9% en rythme trimestriel et de 24,9% en glissement annuel. Le cours de l'once d'or demeure fortement influencé par le haut niveau d'incertitudes engendrées par les tensions commerciales, technologiques, économiques et géopolitiques au plan mondial au cours de l'année 2019.

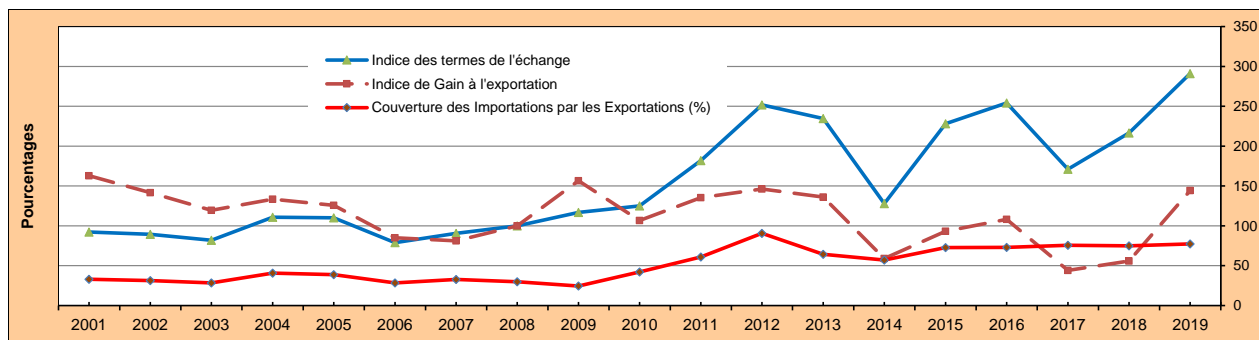
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le quatrième trimestre 2019 a connu la reprise de la hausse des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 62,7 dollars au quatrième trimestre 2019 contre 61,9 dollars le trimestre précédent, correspondant à un regain de 1,3%. A contrario, en glissement annuel, il a enregistré une contraction de 7,0% au quatrième trimestre 2019. Exprimé en franc FCFA, il est aussi en hausse de 1,7% en rythme trimestriel et une baisse de 3,5% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole serait principalement influencée par les tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et l'Iran mais aussi par la décision de l'OPEP de maintenir son pacte de maîtrise de la production, prolongé de neuf (09) mois après leur réunion du 1er juillet 2019.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	Var. 2019	
						Var./2018	Var./2017
Indice prix à l'exportation	231,2	160,7	178,3	150,9	247,1	63,7%	38,6%
Indice prix à l'importation	90,9	94,0	82,3	79,3	84,9	7,1%	3,1%
Indice des termes de l'échange	254,2	170,9	216,6	190,4	291,1	52,9%	34,4%
Indice de gain à l'exportation	108,0	44,1	55,8	38,2	144,2	277,1%	158,5%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	72,9	75,6	74,9	74,9	77,4	3,3%	3,3%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015; 76,1% en 2016; 74,9% en 2017, 2018 et 77,4% en 2019. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
GUIGMA, Alidou	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP